

Mardi (matin) 18 novembre 2014

Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale

19 2014.RRGR.790 Motion 152-2014 Guggisberg (Kirchlindach, UDC) Interdiction des clubs sociaux cannabiques

N° de l'intervention: 152-2014
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 07.08.2014
Déposée par: Guggisberg (Kirchlindach, UDC) (porte-parole)
Cosignataires: 0
Urgence: accordée le 04.09.2014
N° d'ACE: 1305/2014 du 29 octobre 2014
Direction: SAP

Interdiction des clubs sociaux cannabiques

Le Conseil-exécutif est chargé des mandats suivants :

1. Interdire sur le territoire du canton les essais autorisant la remise et/ou la vente et/ou la consommation de produits dérivés du cannabis dans les clubs sociaux cannabiques.
2. Faire en sorte que les conclusions des études les plus récentes soient diffusées dans toutes les écoles publiques et que les élèves soient avertis des dangers.
3. Intervenir auprès des autorités fédérales pour que l'Office fédéral de la santé publique, compétent pour autoriser la légalisation du cannabis dans les clubs sociaux, refuse toute autorisation.
4. Poursuivre résolument la politique cantonale des quatre piliers (prévention, thérapie, réduction des risques, répression) et l'objectif à long terme d'une société sans drogue.

Développement

La consommation quotidienne de cannabis sur une longue période est nuisible à la santé. Fumer des joints est mauvais pour les poumons et le système cardio-vasculaire, mais aussi pour le cerveau. Telles sont les conclusions d'une étude menée sur presque une quarantaine d'années à l'Université Duke en Caroline du Nord¹. Les facultés intellectuelles et le QI des personnes qui fument du cannabis pendant des années diminuent. C'est vrai en particulier chez les jeunes². Chez eux en outre, la consommation régulière augmente le risque de schizophrénie chronique et d'autres troubles psychiques graves³. On observe des modifications dans des zones importantes du cerveau même chez ceux qui ne fument qu'un ou deux joints par semaine. Or ces zones jouent un rôle essentiel dans la motivation, ce qui vient étayer une théorie largement répandue parmi les scientifiques, selon laquelle la consommation de marijuana provoque des troubles connus sous le nom de syndrome d'amotivation. Les personnes qui souffrent de ce syndrome ont des problèmes de concentration et sont apathiques.

Compte tenu de ces découvertes, il est irresponsable de vouloir autoriser la remise de cannabis dans des clubs sociaux, comme le prévoit actuellement un projet pilote.

Réponse du Conseil-exécutif

1. L'interdiction de la fabrication, de la remise, de la vente et de la consommation de cannabis est déjà inscrite dans la législation. Le cannabis fait partie des stupéfiants interdits par la loi fédérale sur les stupéfiants et les substances psychotropes (loi sur les stupéfiants, LStup), dont l'article 8,

¹ <http://static01.20min.ch/wissen/news/story/Gelegentliches-Kiffen-veraendert-das-Gehirn-26773073>;

² <http://www.20min.ch/wissen/gesundheit/story/14183376>

³ <http://www.spiegel.de/gesundheit/psychologie/cannabis-langzeitstudie-jahrelanges-kiffen-laesst-den-ig-sinken-a-852383.html>

³ http://webpaper.nzz.ch/2014/01/26/wissen/KXM6A/in-den-wahn-gekiff?quest_pass=be11e230c9%3AKXM6A%3Af75e04297c93e94d1004142c026d0495368f206d

alinéa 1 prévoit que les stupéfiants ayant des effets de type cannabique ne peuvent être ni cultivés, ni importés, ni fabriqués ou mis dans le commerce. Il revient à la Police cantonale de faire respecter cette disposition.

Si aucune convention internationale ne s'y oppose, l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) peut toutefois accorder des autorisations exceptionnelles pour la recherche, le développement de médicaments ou une application médicale limitée (art. 8, al. 5 LStup). Les cantons n'ont aucune compétence en la matière, toute dérogation ressortissant à l'OFSP. D'une manière générale, leur latitude est très réduite en ce qui concerne la réglementation relative aux stupéfiants, dès lors que celle-ci relève de la Confédération.

A supposer que l'OFSP autorise un essai de remise, de vente ou de consommation de cannabis, le Conseil-exécutif devrait l'interdire sur le territoire du canton d'après le motionnaire. La politique cantonale en matière d'addictions se fonde sur la stratégie d'aide aux personnes dépendantes du canton de Berne. Celle-ci met l'accent sur d'autres priorités que la régulation éventuelle du cannabis. Mais – comme c'est aussi le cas à l'échelle fédérale – le gouvernement poursuit une politique globale en matière d'addictions, qui inclut les évolutions dans ce domaine. Les résultats des essais pilotes et des projets de recherche sont importants pour mettre sur pied une palette de prestations efficaces. Ce principe vaut aussi pour les essais de régulation du cannabis, pour autant qu'ils soient conformes à la législation et aient été approuvés par la Confédération

Proposition : rejet.

2. L'objectif de la prévention est d'éviter toute consommation – notamment nouvelle – de substances pouvant nuire à la santé. Pour le réaliser, la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (SAP) mandate des organisations privées en concluant avec elles des contrats de prestations. Les programmes de prévention sont axés sur les résultats et tiennent compte des études scientifiques les plus récentes. Les enfants et les adolescents ainsi que leur environnement constituent le groupe cible principal, le contexte scolaire jouant un rôle essentiel. Il est important pour les écoles de pouvoir compter sur le soutien des spécialistes – et notamment des services du canton, dont la collaboration est appréciée – pour faire face aux problèmes complexes posés par la consommation de drogues et les comportements addictifs. Les programmes en milieu scolaire englobent la sensibilisation, l'information sur les risques et la diffusion des résultats des dernières études, sur le cannabis comme sur d'autres thèmes. Outre les organisations mandatées par la SAP, la Police cantonale assume également des tâches de prévention au cas par cas, en complément à la répression.

Il convient de préciser que, si certaines études concluent que la consommation de cannabis modifie des zones du cerveau et entraîne des troubles psychiques – selon le développement de la motion, ce lien de causalité ne fait pas l'unanimité parmi les chercheurs et n'a pas été démontré.

Proposition : adoption et classement.

3. L'OFSP peut donc accorder des autorisations exceptionnelles pour la recherche, le développement de médicaments ou une application médicale limitée (art. 8, al. 5 LStup). Aucune demande de régulation du cannabis ne lui est parvenue pour l'heure et il n'est pas possible d'émettre un avis définitif sur la compatibilité d'un essai pilote avec la LStup sur la base des informations disponibles actuellement sur les projets envisagés.

En sa qualité d'autorité responsable du pilotage de l'aide aux personnes dépendantes, la SAP veille à la mise sur pied d'une palette de prestations conformes aux besoins et axées sur les résultats. Elle a besoin d'informations sur les nouvelles tendances, les projets pilotes et les études scientifiques ainsi que sur leur évaluation pour pouvoir remplir sa mission dans le contexte évolutif de la consommation de drogues et des besoins de thérapie. Le Conseil-exécutif ne juge donc pas opportun d'intervenir pour que l'OFSP refuse d'autoriser un éventuel projet pilote mené dans le cadre de la loi et faisant l'objet d'un suivi et d'une évaluation scientifique.

Proposition : rejet.

4. Le gouvernement entend poursuivre résolument la politique des quatre piliers (prévention, thérapie, réduction des risques et répression) dans le cadre de référence fixé par la Confédération. Il tient compte du modèle du cube, qui a ajouté deux dimensions : le type de consommation (consommation à faible risque, consommation problématique et dépendance) et la substance (légale ou illégale). Le Conseil-exécutif a clairement exprimé cette volonté dans la stratégie d'aide aux personnes dépendantes du canton. Celui-ci applique la politique des quatre piliers et veille à un équilibre adéquat entre les différentes mesures. Les programmes prévus par la stratégie se fondent sur la LStup (dont l'art. 1, lit. a consacré à la prévention précise

« notamment en favorisant l'abstinence ») et, partant, sur l'objectif à long terme d'une sortie de l'addiction.

Proposition : adoption et classement.

Proposition du Conseil-exécutif:

Vote point par point

Point 1: rejet

Point 2: adoption et classement

Point 3: rejet

Point 4: adoption et classement

La présidente. Nous passons à l'affaire n°19, motion de M. Guggisberg, «Interdiction des clubs sociaux cannabiques». Cette motion est en débat libre et je donne aussi mon siège au vice-président, M. Jost.

Le vice-président Marc Jost prend la direction des délibérations.

Lars Guggisberg, Kirchlindach (UDC). Der Gemeinderat befürwortet die Schaffung von so genannten Cannabis-Sozial-Clubs in der Stadt Bern. Ein solcher Sozial-Club ist ein Projekt, das den Vertrieb von Cannabis als Rauschmittel an volljährige Personen ermöglicht. Dabei soll der Anbau, der Transport, die Verteilung und der Konsum organisiert werden. Ich möchte solche Cannabis-Clubs unbedingt verhindern. Dafür gibt es sehr gute Gründe, vor allem gesundheitliche, aber auch demokratische und rechtliche. Zuerst etwas zum Rechtlichen: Cannabis darf nach geltendem Betäubungsmittelgesetz weder hergestellt noch verkauft und abgegeben werden. Es ist also illegal. Das Schweizer Volk hat zuletzt im Jahre 2008 mit über 63 Prozent klar bestätigt, dass Cannabis illegal sein soll. Mit den geplanten Clubs würde dieser Volkswille untergraben werden und Cannabis legalisiert. Der Hinweis auf die Ausnahmegewilligung, die das BAG, gestützt auf Artikel 8 Absatz 5 des Betäubungsmittelgesetzes, erteilen könnte, ist hier total verfehlt. Ausnahmegewilligungen können nur zu medizinischen Zwecken erteilt werden. Solche liegen hier ganz offensichtlich nicht vor. Wir befinden uns also nicht in einer rechtlichen Grauzone. Für Cannabis-Clubs gibt es schlicht und einfach keine gesetzliche Grundlage – auch nicht als Pilotprojekt.

Ich weiss nicht erst seit ich Vater bin, dass es wichtig ist, Kindern und Jugendlichen klare Grenzen zu setzen und ein möglichst gutes Vorbild zu sein. Mit Cannabis-Clubs würden wir genau das Gegenteil erreichen, denn wir würden die Grenze aufweichen und als schlechtes Beispiel vorangehen. Wir würden signalisieren, dass das Kiffen demnach doch nicht so schlimm ist. Das wäre aus meiner Sicht ein fatales Zeichen. Umfragen zeigen, dass es wichtig und richtig ist, nötigenfalls Verbote zu machen, wenn es der Jugendschutz verlangt. Über die Hälfte der Jugendlichen geben an, dass sie nicht kiffen, weil es verboten ist. Damit komme ich zu den gesundheitlichen Folgen: Cannabis wird zu unrecht als weiche Droge bezeichnet. Dieser Ausdruck ist völlig verfehlt und suggeriert, dass das Kiffen nur wenige gesundheitliche Risiken mit sich bringt. Mir ist klar, dass Cannabis nicht bei allen gleich wirkt und die gleich schlimmen Folgen hat. Aber gerade bei jungen Menschen im Wachstum können bereits wenige Züge von einem Joint verheerende gesundheitliche Schäden zur Folge haben. Unbestritten ist, dass bei jedem und jeder Konzentration, Gedächtnisleistung und Motivation abnehmen. Die verletzlichste Gruppe bilden die Jugendlichen. Bei vielen von ihnen sind die Defizite nicht mehr reversibel. Das heisst, dass die schlechten Gedächtnisleistungen, Konzentrationsstörungen und psychischen Probleme ein Leben lang bleiben. Neuste Zahlen belegen, dass drei Viertel der jungen Leute, die eine Psychose entwickeln, vorher Cannabis konsumiert haben. Bei Vorliegen einer individuellen Empfindlichkeit können bereits nach kurzzeitigem Konsum psychische Störungen, bis hin zu akuter Schizophrenie, ausbrechen. Ob jemand solch eine individuelle Empfindlichkeit hat, weiss man nicht im Voraus. Das ist genau das Perfide am ganzen: Wenn man es merkt, ist es zu spät.

Fakt ist auch, dass jeder sechste Jugendliche von Cannabis abhängig wird. Es gibt zudem Hinweise, dass die starke Zunahme von psychisch bedingten Invaliditätsfällen unter Jugendlichen mindestens teilweise auf einen vorherigen Cannabiskonsum zurückzuführen ist. Es gibt ebenfalls Hinweise, dass das Kiffen teilweise mitverantwortlich für die hohe Jugendsuizidalität ist. Durch eine Langzeitstudie ist inzwischen belegt, dass der Konsum von Cannabis wichtige Hirnregionen verändert, die geistigen Fähigkeiten verschlechtert und den IQ sinken lässt. Ich habe in meinem eigenen Bekanntenkreis bei nicht weniger als vier Personen miterleben müssen, wie sich das

regelmässige Kiffen negativ auf die Gesundheit und die Persönlichkeit der Betroffenen ausgewirkt hat. Bei drei von vier hat das Kiffen im Teenageralter zu einer Psychose geführt und bei einem zu einer Schizophrenie. Drei sind heute um die vierzig Jahre alt und nicht in der Lage, selbst für ihren Lebensunterhalt aufzukommen. Der vierte aus meinem Bekanntenkreis lebt nicht mehr. Dieser Kollege hat sich das Leben genommen, als er gemerkt hat, dass er in der Schule nicht mehr besser wurde. Zusammenfassend bitte ich Sie, meine Motion insbesondere aus rechtlichen, demokratischen und vor allem gesundheitlichen Überlegungen in allen vier Ziffern zu unterstützen. Bei Ziffer vier kann ich mit der Abschreibung leben, allerdings bestreite ich die Abschreibung bei Ziffer zwei.

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Bei Ziffer vier ist der Motionär bereit, die Abschreibung anzuerkennen. Die Regierung lehnt Ziffer eins und drei ab, Ziffer zwei und vier nimmt sie bei gleichzeitiger Abschreibung an. Das ist die Haltung der Regierung.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (PEV). Es brachte mich etwas zum schmunzeln, dass ausgerechnet ein SVP-Mitglied solch einen Vorstoss einreichte und mir damit in Drogenfragen den nicht immer gerechtfertigten Ruf des «Verbotspolitikers» streitig macht. Hier scheint ein junger Familienvater zu merken, dass es beim «Saufen, Rauchen und Kiffen» nicht reicht, nur mit leeren Selbstverantwortungsfloskeln um sich zu werfen und es eben vielleicht Sinn macht, wenn der Staat gewisse Leitplanken setzt. Ich kann mir aus eigener Erfahrung lebhaft vorstellen, dass der Motionär nicht nur wohlwollende Reaktionen einstecken musste, als er diesen Vorstoss eingereicht hat.

Nun aber zum Inhalt: Diese Motion greift einerseits in die Bundeskompetenzen und andererseits in das operative Geschäft der GEF ein. Sie ist undifferenziert und auch nicht zu Ende gedacht. Aus meiner Sicht ein sehr mühsamer Vorstoss, das habe ich Lars auch selbst gesagt. Die Antwort der Regierung ist richtig. Man ist versucht, sich der Regierung anzuschliessen und anschliessend diese Motion wegzuräumen. Das wäre wiederum nicht ganz zu Ende gedacht. Wir haben nämlich im Kanton Bern zwei bis drei Städte, die mit grosser Entschlossenheit darauf hinarbeiten, neben dem «Fixerstübchen», auch noch ein «Kifferstübchen» einzurichten. Aus diesem Grund geht es bei dieser Motion eben nicht nur um rein rechtliche Aspekte, sondern ganz stark um eine Haltungsfrage des Kantonsparlaments gegenüber eines nicht ganz unwesentlichen Liberalisierungsschrittes in der Drogenpolitik. Die Ziffern zwei und vier brauchen wir nicht lange zu diskutieren; aus meiner Sicht ist die Annahme und Abschreibung das einzig Richtige. Es ist für alle Leistungserbringer in der Prävention klar, dass neue Erkenntnisse, nicht nur zum Kiffen, bei Schuleinsätzen einfließen. Genauso klar und unbestritten ist, dass die bisherige Drogenpolitik konsequent weitergeführt werden soll. Die EVP-Fraktion unterstützt deshalb die regierungsrätlichen Anträge: Annahme und Abschreibung.

Spannend sind die Ziffern eins und drei. Da geht es eigentlich um Dasselbe. Es soll nämlich verhindert werden, dass im Kanton Bern Kiffer-Clubs aufgemacht werden können. Auch hier stimmt alles Ausgeführte in der Antwort der Regierung. Aber es geht eben nicht nur um die Kompetenzverteilung und die rechtlichen Zuständigkeiten, sondern wenigstens in der öffentlichen Wahrnehmung, um eine Haltungsfrage von uns allen hier, gegenüber einem Liberalisierungsschritt in der Drogenpolitik. Das Kiffen ist mindestens mit so hohen gesundheitlichen Risiken verbunden wie das Zigarettenrauchen oder der übermässige Alkoholkonsum. Nach 22-jähriger Tätigkeit in der Suchtprävention und Gesundheitsförderung fehlt mir der Glaube, dass das Freigeben einer weiteren Droge die Schäden mindern würde. Völlig ungelöst beim Kiffer-Club-Konzept sind der Jugendschutz und auch die Frage nach der Eindämmung des Schwarzmarkts. Was ich dazu von den Vorkämpferinnen für die Kiffer-Clubs gehört habe, lässt mich an ihrer Kompetenz zweifeln. Ein grosser Teil der Kifferinnen und Kiffer begannen damit vor dem erreichten 18. Lebensjahr. Kiffer-Clubs, die erst ab 18 Jahren zugelassen sein sollen, bieten diesbezüglich absolut keine Verbesserung. Entgegen dem wird kommuniziert, Kiffen sei easy und problemlos, und man müsse nur warten, bis man 18 Jahre alt ist. Das erachte ich als eine Katastrophe. Woher nehmen die Minderjährigen dann ihren Stoff? – Genau von dort, wo sie ihn auch heute beziehen: Aus der Illegalität. In diesem Zusammenhang ist es nicht so, wie heute im Bund zu lesen ist, nämlich dass dann in den «Kifferstübchen» gekifft wird. Das vielleicht auch, aber der Stoff wird in erster Linie nur abgegeben, und dann kann man hingehen wo man will. So wird der Stoff auf der Strasse sein und für den Schwarzmarkt wird zusätzlich eine Tür geöffnet. Illegal wird weiterhin auch stärkerer Stoff auf dem Markt sein. Stoff mit höherem THC-Gehalt, diesbezüglich wird nämlich immer weiter gezüchtet und es wird auch weiterhin eine Nachfrage bestehen, auch wenn diese Kiffer-Clubs

eröffnet werden.

Die EVP-Fraktion unterstützt die Ziffern eins und drei aus diesen grundsätzlichen Überlegungen, auch wenn sie etwas hilflos daherkommen. Nun noch eine ganz wichtige Schlussbemerkung an die Adresse des Motionärs und an seine Fraktion: Fast niemand beginnt als allererstes zu kiffen, die meisten rauchen vorher. An dieser Stelle hat der Kanton die Möglichkeit, Einschränkungen beispielsweise für Werbung, Sponsoring, Erhältlichkeit und bei anderen Themen zu bestimmen. Wenn es darum gehen wird, helfen Sie dann auch mit!

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Drogen sind gemäss unserer Gesetzgebung nie harmlos, unabhängig davon, ob sie illegal oder legal sind. Deshalb müssen sie auch kontrolliert werden. Auch Alkohol, Tabak und Medikamente können gefährlich sein. Die einen konsumieren sie ohne süchtig zu werden und die anderen, die süchtig werden, verdienen unsere Unterstützung, um mit dieser Sucht umgehen zu können. Auch Cannabis ist nicht harmlos. Aber wir wissen, dass die gegenwärtige Politik die Risiken steigert. Die heutige Repression hat eine verheerende Wirkung auf die Gesundheit der Betroffenen und sie ist falsch, weil sie sich lediglich auf die Delinquenten konzentriert. Die grüne Fraktion will den Umgang mit Cannabis regulieren und nicht einfach legalisieren. Schauen wir die Realität gemäss Suchtmonitoring an: Die letzten Zahlen des Jahres 2012 zeigen, dass innerhalb des letzten Jahres in der Schweiz 450 000 Menschen einmal Cannabis konsumiert haben. Diese Vielzahl zeigt, dass die heutige Politik, die einseitig repressiv ist, gescheitert ist. Es macht keinen Sinn, davor die Augen zu verschliessen. Es geht auch anders; das zeigen andere Beispiele, auch aus anderen Ländern. Die Niederlande hat seit 40 Jahren Erfahrung mit einer liberaleren Politik. Selbst in den Vereinigten Staaten – das vielleicht an die Adresse der SVP-Fraktion –, die nicht bekannt sind für einen sehr liberalen Umgang, zeichnet sich ein Trend zur Normalisierung im Umgang mit Cannabis ab. Gerade vor zwei Wochen haben wieder mehrere Bundesstaaten eine Legalisierung beschlossen. 20 Staaten akzeptieren Cannabis zu medizinischen Zwecken und 15 Staaten haben es entkriminalisiert. Das zeigt eine klare Trendwende. Erinnern wir uns aber an die frühen 90er-Jahre, als das Elend der harten Drogen auf den offenen Strassen war, in Bern im Kocherpark und in Zürich im Letten.

Bezüglich des Zusammenschlusses über die Parteigrenzen hinweg spreche ich explizit die FDP-Fraktion an, die es damals möglich gemacht hat, einen politischen Kompromiss zu finden, der aus der Sackgasse führte. Damals hat man auch gesagt, es sei gesetzlich nicht möglich. Ich glaube, heute ist allen bewusst, dass der damalige Entscheid für die kontrollierte Drogenabgabe richtig war. Es war damals möglich, in eine fortschrittliche Richtung zu gehen. Damals standen gesundheitspolitische Argumente im Zentrum, aber auch liberale Aspekte. Um den liberalen Aspekt hervorzuheben, zitiere ich hier einen Vertreter der bürgerlichen Seite, den FDP-Nationalrat und Gesundheitspolitiker Ignazio Cassis. Er war bis vor kurzem Tessiner Kantonsarzt und Vizepräsident der schweizerischen Ärztevereinigung: «Es soll die Freiheit bestehen, dass diese Städte, die besonders betroffen sind, bezüglich der illegalen Verkäufe von Cannabis Pilotprojekte testen zu können». Das ist nämlich genau das, was viele Städte wollen, in Bern, Biel, Basel, Zürich und Genf. Hier laufen die Vorabklärungen für Pilotversuche über die Cannabisregulierung. Genau das war für den Motionär der Auslöser, um diesen Vorstoss einzureichen. In der Stadt Bern wurde eine Arbeitsgruppe eingerichtet, die genau das prüfen will. Lieber Lars Guggisberg, es ist ein Versuch, Grundlagen zu erarbeiten. Um diese Fragen genau anzuschauen sind auch hier Personen aus der Sicherheit, selbst von der Kantonspolizei, involviert. Es ist nicht so, wie gesagt wird, dass nun Kifferstübchen geschaffen werden. Es sind keine Konsumräume geplant, liebe Kolleginnen und Kollegen. Geraucht werden soll im privaten Rahmen. Die Vorteile der Cannabis-Clubs sind, dass die Qualität des Stoffs kontrolliert werden kann und dass nur volljährige Personen zugelassen sind; das ist ein sehr wichtiger Punkt. Die Menge kann besser limitiert werden und die Weitergabe an Dritte lässt sich kontrollieren. Zentral ist – das ist für uns von der grünen Fraktion wichtig –, dass damit der Zugang zur Prävention einfacher möglich ist. Auch hier ist klar, dass wir uns vom kriminellen Schwarzmarkt fernhalten müssen, aber mit einem Zugang über diese Social-Clubs ist es möglich, die Prävention zielgerichteter zu steuern. Die Entscheidung ob das ermöglicht wird, liegt beim Bundesamt für Gesundheit (BAG). Die juristische Konformität wird aufgezeigt werden. Ich komme zum Schluss: Der Vorstoss von Herrn Guggisberg ist ein Denk- und Forschungsverbot. Das ist für uns als grüne Fraktion, die für eine liberale Drogenpolitik einsteht, kein sinnvoller Weg. Ich bitte Sie, hier der Regierung zu folgen und Ziffer eins und drei abzulehnen.

Samantha Dunning Thierstein, Bienne (PS). Le groupe socialiste SP-JUSO-PSA vous

recommande de suivre les propositions du Conseil-exécutif, c'est-à-dire de rejeter les points 1 et 3 et d'adopter et classer les points 2 et 4 de la motion. En effet, nous considérons que la remise, la vente et/ou la consommation de stupéfiants, dont le cannabis, sont déjà réglés par la législation fédérale. Ce n'est donc pas au canton de légiférer en la matière. D'ailleurs, actuellement, la consommation de cannabis est déjà tolérée mais malheureusement pas contrôlée. Les consommateurs n'ont ainsi aucune idée de la qualité de ce qu'ils consomment. Si les projets pilotes tels que les clubs sociaux cannabiques permettent de contrôler la mise à disposition du cannabis et sa qualité, nous sommes d'avis qu'il faut permettre leur mise en place. C'est pour ces deux raisons que nous rejetons le premier point de la motion. Ensuite, la prévention doit, selon notre groupe, être un point primordial de la stratégie en matière de dépendance. D'ailleurs, c'est déjà le cas selon la politique des quatre piliers: prévention, thérapie, réduction des risques et répression, comme nous avons pu le voir dans le dossier précédent sur la stratégie d'aide aux personnes dépendantes dans le canton de Berne. Ceci est d'autant plus vrai pour la prévention envers les jeunes. Cependant, si on prend la phrase telle quelle du motionnaire, il risque d'être extrêmement compliqué que toutes les études soient diffusées dans les écoles publiques. Nous considérons toutefois que la demande du motionnaire est déjà mise en place. C'est pourquoi nous demandons d'adopter le point 2 et de le classer.

En ce qui concerne le point 3, il serait dommageable que le canton intervienne pour interdire des projets pilotes tels les clubs sociaux cannabiques, car ce genre de projets expérimentaux permettent d'avoir une idée des nouvelles tendances en matière de dépendance et de trouver des solutions durables aux problèmes de dépendance. Laissons donc des villes comme Bienne ou Berne chercher des solutions durables en matière de dépendance. Cependant, il est important de mettre l'accent sur l'évaluation scientifique des projets pilotes. De plus, un grand travail de prévention dans le cadre de ces projets pilotes doit être effectué. Nous pensons donc qu'il est inutile d'intervenir auprès de l'Office fédéral de la santé publique pour qu'il refuse toute autorisation pour des projets pilotes. Nous rejetons donc le point 3. En ce qui concerne le dernier point, le groupe socialiste considère qu'il faut bien entendu l'accepter. Il nous semble primordial que la politique cantonale en matière de dépendance basée sur les quatre piliers soit poursuivie. Nous sommes d'ailleurs convaincus que c'est aussi la volonté du Conseil-exécutif. Cependant, nous pensons qu'il est illusoire d'imaginer à long terme une société sans drogue. D'ailleurs, jusqu'à quand une substance est-elle une drogue? Si le cannabis est une drogue, pourquoi ne considère-t-on pas l'alcool comme une drogue? Les effets ne sont-ils pas parfois pires? Nous proposons tout de même d'adopter et de classer cet ultime point de la motion. Le groupe SP-JUSO-PSA vous recommande donc de refuser les points 1 et 3 et d'adopter et classer les points 2 et 4 de la motion.

Anita Herren-Brauen, Rosshäusern (PBD). Hier die Stellungnahme der BDP-Fraktion: Was will der Motionär mit dieser Motion? Ziffer eins: Die BDP-Fraktion anerkennt grundsätzlich die gesundheitlichen Gefahren des Cannabiskonsums. Die Problemlast ist ebenso wie beim Alkohol- und Tabakkonsum gross. Cannabis gehört zu den verbotenen Betäubungsmitteln. Die BDP-Fraktion will nicht legalisieren und auch nicht alles unterbinden, das zur Problemlösung beigezogen werden könnte. Wir wollen nicht immer noch mehr kriminalisieren. Das BAG ist für die Erteilung der Bewilligungen zuständig. Der Antrag- oder Gesuchsteller ist nicht der Kanton, sondern die Gemeinde. Greifen wir nicht in die Gemeindeautonomie ein. Wenn eine Gemeinde einen Versuch zur Problemlösung starten will, dann ist das ihr Entscheid und auch ihre Verantwortung. Es versteht sich, dass solche Versuche nicht zum Vergnügen durchgeführt werden, sondern mit den nötigen Vorgaben und Evaluationen klar wissenschaftlich begleitet werden – eben als ein Pilotprojekt. Deshalb lehnt die BDP-Fraktion Ziffer eins mit grosser Mehrheit bei einer Gegenstimme ab. Bei Ziffer zwei ist die BDP-Fraktion mit dem Regierungsrat einig. Wie im Zusatzbericht zum Suchthilfekonzept erwähnt, werden die Schulen intensiv in die Prävention miteinbezogen. Deshalb nimmt die BDP-Fraktion Ziffer zwei bei gleichzeitiger Abschreibung an. Zu Ziffer drei: Die BDP-Fraktion wahrt auch hier die Stufe gegenüber dem Bund. Wir sollten doch anderen ausserkantonalen Gemeinden keine Vorschriften machen. Das Problem muss vor allem fachlich und nicht nur politisch angegangen werden. Deshalb beziehe ich mich auf meine Aussage zu Ziffer eins. Die BDP-Fraktion wird Ziffer drei mit grosser Mehrheit bei einer Gegenstimme ablehnen. Bei Ziffer vier sind Annahme und Abschreibung nicht bestritten und wir werden dem Antrag des Regierungsrats folgen.

Hubert Klopfenstein, Bienne (PLR). Eine Mehrheit der FDP-Fraktion unterstützt die Motion

Guggisberg integral, namentlich auch Ziffer eins und drei. Warum unterstützt nun eine liberale Partei die Ziffern eins und drei, die bestritten sind? Aus dem gegnerischen Lager wird moniert und gesagt, eine Annahme der Motion komme einem Denk-, Überlegungs- und Forschungsverbot gleich. Das stimmt natürlich nicht; dieser Einwand ist falsch. Die Stossrichtung von Herrn Guggisberg ist klar: Es ist eine Absage an die Cannabis-Clubs, Cannabis-Vereinigungen, Kifferstübchen und so weiter. Wir Freisinnigen sind nicht überzeugt von solchen geplanten oder heilbringenden Clubs. Natürlich weiss auch ich, dass man das Cannabisproblem – und ich spreche hier vom Cannabisproblem bei Jugendlichen – nicht so schnell lösen kann. Aber wir lösen das Problem des Cannabiskonsums auch nicht, meine Damen und Herren, wenn wir derartige Clubs oder Stübchen erlauben. Mit derartigen Clubs – Herr Löffel hat es zu Recht gesagt – setzen wir hier falsche Zeichen, verharmlosen die Problematik und senden auch an die Polizeibehörde falsche Signale aus. Ich bin schon etwas überrascht und schockiert, dass ausgerechnet eine Bielerin hier sagt: «Wunderbar, machen wir in Biel doch weiter mit diesen Cannabis-Clubs». Genau dort, wo wir sonst schon genügend Probleme haben mit 12 Prozent Sozialhilfedichte. Ich weiss als Sozialdirektor, dass die Drogensucht und die Sozialhilfe einen engen Zusammenhang haben.

Es ist klar, dass Cannabis gerade bei jungen Leuten die Persönlichkeit verändert; das darf man so sagen, denke ich. Da die Strategie, eben diese Clubs zu eröffnen, falsch ist, werden wir die Motion annehmen. Um das zu entscheiden, brauchen wir nicht zuerst noch die Ansicht des Bundesamtes für Gesundheitswesen abzuwarten, das sowieso bereits informell verlauten liess, die gesetzlichen Grundlagen für Cannabis-Clubs würden fehlen. Schon gar nicht brauchen wir irgendwelche Experten und Konzepte von Drogenwissenschaftlern, die aus dem Leim gegangen sind. Nein, die Idee von Clubs ist falsch, deshalb: Ja zur Motion. Der Verweis von Frau Imboden auf das Fixerstübchen ist völlig falsch. Damals war es ein ganz anderes Problem, man wollte die offene Heroinszene verhindern. Dieser Meinung war ich auch. Wir haben aber keine offene und gefährliche Cannabisszene. Deshalb ist die Idee von Frau Imboden kreuzfalsch, so falsch, dass sie fast schon wieder richtig ist. (*Hilarité*)

Noch ein letztes Argument zur Raucherszene, meine Damen und Herren – damit spreche ich Herrn Löffel an. Was machen das Bundesamt für Gesundheitswesen und der Kanton Bern nicht alles, um das Rauchen zu verteufeln? Verbote in Restaurants, im öffentlichen Raum, in öffentlichen Parks und so weiter. Das Bundesamt und dieselben Leute wollen uns nun weismachen, dass wir den Cannabiskonsum noch fördern sollen. Das ist ein eklatanter Widerspruch, der nicht mehr zu überbieten ist, und deshalb bitte ich Sie, diesem Vorstoss zuzustimmen. Man ist damit nicht etwa illiberal; im Gegenteil. Die FDP-Fraktion unterstützt diesen Vorstoss.

Daniel Bichsel, Zollikofen (UDC). Rauschgifte sind eben keine Genussmittel, sondern Stoffe, die innerhalb kurzer Zeit zur Abhängigkeit führen und sowohl Körper als auch Geist kaputt machen. Deshalb ist für die SVP-Fraktion das Ziel der Drogenpolitik, den Einstieg in die Drogen zu bekämpfen, den Konsum zu verhindern, die Süchtigen in die Suchtfreiheit zu führen und den Drogenhandel generell zu bekämpfen. Die Legalisierung und jede Verbesserung der Erhältlichkeit der so genannten weichen Drogen, wie Haschisch oder Marihuana, lehnen wir deshalb ab. Diese Pflanzen sind alles andere als harmlos und weisen heute einen weit höheren THC-Gehalt auf. Sie sind damit noch gefährlicher als das Ursprungsgewächs. Wenn nun alle Suchtmittelkonsumationen über denselben Leisten geschlagen werden, dann werden illegale Drogen verharmlost und verlieren ihre Beachtung. Das wollen wir nicht. Das THC als rauscherzeugende Substanz wird im Fettgewebe abgelagert und bleibt damit viel länger im menschlichen Körper als beispielsweise Alkohol. So ist nach etwa sieben Tagen erst die Hälfte des THC abgebaut. Es dauert sogar 14 Tage bis im Blut nichts mehr nachgewiesen werden kann. Das bedeutet auch, dass die so genannten Wochenendkonsumenten nie drogenfrei sind. Daraus wird auch ersichtlich, wie riesig die Unterschiede zu anderen Suchtmitteln sind. Wussten alle Sportfreunde hier im Saal, dass Cannabis an Wettkämpfen verboten ist und deshalb auf der Dopingliste steht? Und haben Sie gewusst, dass in den letzten Jahren rund die Hälfte aller Dopingfälle in der Schweiz Cannabis betroffen haben? Mit der Überweisung der Motion unterstützen wir nicht zuletzt die Bestrebungen von «Cool and Clean». Cannabis hat schädigende Auswirkungen auf die Psyche und den Körper und kann verheerende Auswirkungen für den Konsumenten und dessen Umfeld haben.

Nochmals: Die Gefahren des Konsums werden heute verharmlost. Eine Vielzahl unserer Erziehungsbemühungen, von den Eltern oder von der Lehrerschaft, sowie die damit verbundenen Präventionsanstrengungen werden damit zunichte gemacht. Ich befürchte auch, dass jede Art der Liberalisierung schliesslich dazu führt, dass der Konsum steigt und am Ende die Allgemeinheit für

die Kosten aufkommen muss. Nebst den gesundheitlichen Argumenten geht es schliesslich auch um eine demokratiepolitische und rechtliche Dimension, die zu beachten ist. Mit solchen Versuchen oder Pilotprojekten wird unseren Erachtens der Volkswille missachtet oder zumindest stark gebogen. Schliesslich wurden in unserem Land bis jetzt sämtliche Legalisierungsvorlagen abgelehnt; ich erinnere an die Droleg-Initiative, die mit 74 Prozent und die Cannabis-Initiative, die mit 63 Prozent abgelehnt wurde. Die Clubs, um die es hier geht, dienen weder der wissenschaftlichen Forschung noch der Arzneimittelentwicklung oder einer medizinischen Anwendung sondern lediglich dem Genuss. Also sind die gesetzlichen Ausnahmebestimmungen nach dem Betäubungsmittelgesetz nie und nimmer erfüllt. Deshalb sind die Anliegen des Motionärs zu unterstützen. Die SVP-Fraktion stimmt der Motion zu. Eine Ablehnung wäre unseres Erachtens mit einer völlig falschen Haltung verbunden, in dem der Cannabiskonsum als nicht so schlimm taxiert würde. Noch schlimmer: Der Staat würde total falsche Signale aussenden. Erstens würde er sich als Dealer betätigen, zweitens den Volkswillen missachten und drittens wissenschaftliche Studien ignorieren. Überall in der Politik wird die Nachhaltigkeit von Massnahmen verlangt, nur in der Drogenpolitik scheint das ein Fremdwort zu sein. Ich danke Ihnen für die Zustimmung zu allen Ziffern dieser Motion.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). Die Wogen steigen hoch. Man könnte meinen, dass wir in der Stadt Bern hunderte verelendete Cannabiskonsumenten in der offenen Drogenszene haben, welche die Polizei jeden Abend einsammeln muss und welche irgendwelche Betreuung im Spital erhalten. Bleiben wir doch bei der Realität. Wir haben nicht mehr die Situation der stark verelendeten Drogenkonsumenten in der offenen Drogenszene, wie zu Beginn der 90er-Jahre. Bleiben wir doch bei der Realität. Es geht unter Umständen um den Versuch – wenn es vom Bund bewilligt wird –, die Thematik des Cannabis auf neue Schienen zu setzen und die Frage, wie gefährlich die Substanz Cannabis ist, neu anzugehen. Liebe Kolleginnen und Kollegen, wenn etwas gefährlich ist, dann müssen Sie es ganz sicher nicht dem illegalen Markt überlassen. Das ist die unmöglichste und gefährlichste Situation, da man so überhaupt keinen Zugang und keine Kontrolle mehr hat, um die gefährliche und verheerende Auswirkung, die Cannabis haben kann, in den Griff zu bekommen. Darum geht es. Wenn man prüfen will, ob es überhaupt eine Möglichkeit gibt, Cannabis in einer strukturierten Form abzugeben, dann muss das wissenschaftlich und medizinisch eng begleitet werden. Ob das mit dem Cannabis möglich ist, wird uns die Zukunft zeigen und der Bund wird das sauber und seriös prüfen. Sie können sicher sein, dass kein Bundesamt für Gesundheit einfach so salopp die Bewilligung erteilt, wenn diese Kriterien nicht klar erfüllt sind.

Es wurde hier viel von Signalwirkung gesprochen. Es gibt nur eine Signalwirkung: Wir müssen unserer Jugend zeigen, dass – unabhängig von einem legalen oder illegalen Stoff – aufgrund der Art und Weise, wie mit diesem Stoff umgegangen wird, Gefährdungspotenzial entsteht und nicht aufgrund historisch gewachsener Bedingungen. Eines habe ich gelernt als ich Strafrecht studiert habe: Wenn 30 Prozent der konsumaktiven Bevölkerung während Jahren regelmässig etwas «Verbotenes» gemacht hat, dann muss man sagen, dass das Strafrecht als sinnvolle Intervention, um dieses Verbot durchzusetzen, gescheitert ist oder die Umsetzung viel zu teuer wäre. Es geht deshalb auch darum neue Wege zu finden, wie man mit dieser Substanz umgehen soll, wenn das Strafrecht, wie sich in der Vergangenheit klar zeigte, nicht funktioniert hat.

Die rechtlichen Aspekte sind unklar, das wird das Bundesamt entscheiden. In den vergangenen zwei Jahren haben sich die Städte, die zusammen kamen und für mich zu eindimensional diskutierten, doch recht abenteuerliche Varianten ausgedacht, wie das Cannabis in Form von Cannabis-Clubs zugelassen werden kann. Sie haben sogar Artikel 19 des Betäubungsmittelgesetzes bemüht, der nun wirklich nicht tauglich ist. Das ist auch meine Kritik am ganzen Vorgehen der letzten zwei Jahre. Warum man erst nach zwei Jahren dazu kommt, nun einen anderen Weg einzuschlagen, ist für mich – gelinde gesagt – schleierhaft.

Ich komme zum Schluss: Die ganze Diskussion hat mich an das Jahr 1992 erinnert, als beim Heroin die Frage aufkam, wie gefährlich es sei. Dort wurde ebenso kontrovers diskutiert wurde. Ich werde Ihnen nicht auch noch meine Meinung aufbrummen. Die Meinungen sind gemacht; ob man es glaubt oder nicht, es ist so. Aber vielleicht müssen wir mit dem drogenpolitischen Schattenboxen aufhören. Wir sind hier nicht zuständig, die Frage zu beantworten, ob künftig in diesem Bereich eine eng begrenzte wissenschaftliche Forschung durchgeführt werden kann oder nicht. Wir können lediglich unseren Unmut oder unsere Zustimmung kundtun. Deshalb ist es sinnvoll, alles herunterzufahren und zu sagen, die Drogenpolitik sei nicht Thema Nummer eins im Kanton Bern. Wir haben viel weniger Probleme als früher. Gehen wir es doch auch etwas achtsamer und ruhiger

an. In den nächsten Jahren wird nichts passieren. Ich hoffe auf die rechtliche Klärung, damit klar ist, ob die Städte rechtlich begrenzte Möglichkeiten haben, dies auszuprobieren. Wenn es nicht funktionieren sollte, kann man abbrechen, das ist das Prinzip eines Pilotprojekts. Unsere Fraktion nimmt die Motion so an, wie es der Regierungsrat beantragt und möchte in diesem Sinne auch dem Gesundheits- und Fürsorgedirektor Philippe Perrenoud für diese gute und differenzierte Möglichkeit danken.

Alfred Schneiter, Thierachern (UDF). Irgendwie bin ich die Diskussion um die ganze Drogengeschichte leid. Ich bin schon ziemlich lange in diesem Rat, und als vorhin das Stichwort Fixerstübchen gefallen ist, kamen mir wieder die Diskussionen in den Sinn, die wir vor fast 20 Jahren geführt haben. Es ist ganz interessant; irgendwie wiederholt sich die Argumentation. Gerade das Votum von Barbara Mühlheim klingt so intelligent, überlegt und logisch. Auf der anderen Seite gibt es andere Argumente, die emotioneller sind und vielleicht etwas mehr mit innerer Überzeugung zu tun haben. Ich war letzthin in Thun an einem Podium, an dem Befürworter und Gegner vertreten waren. Die Gegnerseite wurde von einem Arzt vertreten, und ich habe gemerkt, wie komplex das ganze Thema ist. Da komme ich als Laie gar nicht mit. Was mache ich in solch einer Situation als Politiker? Man wird hin und her gerissen, ein Argument wird dem anderen entgegengehalten. Was machen wir nun? Ruedi Löffel hat es auf den Punkt gebracht: Auch für uns ist dies ganz klar eine Frage der Haltung. Wir als EDU-Fraktion haben folgende Haltung: Hände weg von diesem Zeug! Wir sehen die Folgen. Wir haben vorhin den Suchtpräventionsbericht zur Kenntnis genommen. Das hat doch alles ein Zusammenhang, und wir können doch nicht Einzelnes auseinanderdividieren. Alles hängt irgendwo zusammen. Was ist denn mit den Folgekosten von Fehlentscheidungen, die man früher getroffen hat; obwohl heute behauptet wird, dass es richtig war? Ich behaupte, dass vieles nicht gut, beziehungsweise nur scheinbar gut läuft. Denn wenn Sie die Leute aus einem Programm persönlich kennen, dann sind Sie sicher alles andere als überzeugt von dem Funktionieren dieses Systems. Aber ich will es nicht besser wissen und kritisieren. Ich habe mir vorhin etwas auf die Fahne geschrieben, als ich hier sass und zuhörte. Meine Frau und ich haben das Glück, dass wir 17 Grosskinder haben. Zwei sind noch unterwegs. Ich werde nicht mehr so lange politisieren, aber etwas werde ich meinen Grosskindern sagen: Hände weg von diesem Zeug! Natürlich werden sie einmal selbstverantwortlich entscheiden, aber an meiner Haltung soll es nicht fehlen. Es gibt viele erstrebenswerte andere Werte als Cannabis und irgendwelche Drogen, ob illegale oder nicht, das spielt letztlich keine Rolle.

Christian Hadorn, Ochlenberg (UDC). Ich muss Ihnen kurz etwas Persönliches erzählen. Die meisten haben gewusst, dass ich letztes Jahr zu Fuss unterwegs war; ich musste meinen Ausweis abgeben und dann noch einen Verkehrserziehungskurs machen. An diesem Kurs habe ich Sachen vernommen, die ich zuvor nicht gewusst hatte. Erstens war ich von diesen zwanzig Teilnehmern derjenige mit dem leichtesten Delikt, weil ich zweimal zu schnell gefahren bin. Die schwereren Delikte waren genau die, über die wir hier sprechen, nämlich Cannabiskonsum. Der Herr, der uns diesen Kurs gegeben hat, fragte uns, ob wir wissen, wie lange ein Polizist herausfinden kann, ob man gekifft hat oder nicht. Die meisten dachten, es verhält sich so wie beim Alkohol. Nein, das ist nach einem Tag nicht vorbei. Das dauert sieben Tage oder vielleicht noch mehr. Stellen Sie sich das einmal vor. Wir sind eine Konsumgesellschaft und ich bin auch einer, der gerne konsumiert. Aber ich konsumiere Sachen, die mir gut tun und an denen ich Spass habe. Ich kann mir nicht vorstellen, dass man so ein «Jointli» rauchen und Spass daran haben kann, wenn man genau weiss, dass man dann sieben Tage nicht mehr Auto fahren kann. Also, liebe Frauen und Männer, das ist doch ein ganz klarer Beweis, dass man sich sagt: Das geht gar nicht! Diejenigen, welche wegen diesem Delikt den Kurs machen mussten, durften bis zu einem Jahr nicht mehr Auto fahren. Die meisten, die ich gefragt habe, sind arbeitslos. Denn wenn man Chauffeur ist und nicht mehr Auto fahren darf, ist man endgültig am Arsch, das kann ich Ihnen sagen. Also, liebe Damen und Herren: Annehmen und abschreiben.

Reto Müller, Langenthal (PS). Es ist vielleicht Usus, dass man hier mit einer persönlichen Erklärung beginnt: Ich bin «Nicht-Kiffer». Ich bin Vizepräsident von Contact-Netz und ich muss Ihnen sagen, dass aus Sicht der Schadensminderung im Kanton Bern die Diskussion über unseren Suchtmittelumgang schon etwas schizophren ist. Deshalb bin ich erstaunt, dass wir hier liberale Geister haben, die eine staatliche Regulierung fordern, die überhaupt nicht notwendig ist. Es ist im Bundesgesetz bisher ausgeschlossen, dass solche Sachen gemacht werden können. Sie sprechen

hier teilweise vom «Kifferkonzept». Es wurde noch gar kein Konzept beim BAG eingereicht. Ebenfalls erstaunt mich, dass viele nun fordern, der Kanton Bern solle sich vorzeitig aus dieser Debatte verabschieden, in der man unter Umständen vernünftiger, präventiver und auch wirklich mit einem positiveren Signal für unsere Kinder und Jugendlichen, mit unseren Cannabiskonsumtinnen und Konsumenten, umgehen könnte. Ich bin erstaunt, dass Sie damit eigentlich die heutige Toleranz der illegalen Situation gutheissen. So wird toleriert, dass jemand konsumiert, aber es ist illegal. Wir können es auch mit vielen Polizeistunden nicht wirklich abschliessend kontrollieren. Das soll dann besser sein, als ein etwaiger Versuch, eine Verbesserung des Markts in dieser Situation zu schaffen. Ich bin erstaunt darüber, dass Sie lieber diesen Schwarzmarkt haben, bei dem Sie keine Gewissheit haben können, was diese Kinder und Jugendlichen mit welchem THC-Gehalt auf dem Markt kaufen und konsumieren. Das ist gefährlich, liebe Kolleginnen und Kollegen. Der THC-Gehalt ist einer der Faktoren, der eine Psychose auslösen kann. Das ist auch wirklich medizinisch erwiesen.

Ich bin erstaunt, dass Sie den interessierten Städten vorschreiben wollen, was sie mit ihren Süchtigen machen sollen. Ich bin erstaunt, dass in Biel zum Beispiel die FDP- und die SVP-Fraktion dieses Vorstossen im Parlament unterstützt haben und Sie es hier wieder torpedieren. Es ist auch sehr seltsam, wenn Sie negieren, dass zum Beispiel in den USA und in gewissen anderen Ländern mit einer liberaleren Haltung gewisse Erfolge erzielt wurden. Es wurde bereits darauf hingewiesen: Die ganze Diskussion um Schadensminderung und Suchtmittel wurde bereits beim Thema der so genannten Fixerstübchen geführt. Ich bin erstaunt, wenn Sie heute negieren, dass man für die Konsumentinnen und Konsumenten in diesem Bereich eine wirkliche Verbesserung erzielen konnte, die sich auch auf die Gesellschaft auswirkte: Wir haben keine offene Szene mehr. Ich bin erstaunt, dass die liberalen Geister in dieser Zeit eine unnötige bürokratische Regelung wünschen, die auch nur einen kleinen Teil unserer Bevölkerung betrifft. Wir müssen die Gesetze für die Mehrheit machen und nicht für die Minderheit. Kiffer sind nicht gefährlich, aber wir müssen sie schützen. Das schaffen wir mit diesem Weg, den wir heute beschreiten, nicht. Deshalb machen wir uns auf, auf einen besseren Weg. Der Vorstoss, wie er vorliegt, ist unnötig.

Hans-Peter Kohler, Spiegel b. Bern (PLR). Es geht hier auch um Polemik; diesbezüglich möchte auf den Titel der Motion aufmerksam machen: «Gelegentliches Kiffen verändert das Gehirn.» Wo gibt es eine wissenschaftliche Publikation, die das beweist? Ich möchte den Konsum von Cannabis keinesfalls schönreden, auch nicht als Arzt. Aber was definitiv nicht geht, das sind Behauptungen, Halbwahrheiten oder auch Falschaussagen. Man muss hier schon klar bleiben. Was hat Grossrat Guggisberg gesagt? Wenige Züge eines Joints führten zu gesundheitlichen Schäden. So geht es natürlich nicht. Das kann ja nicht sein. Stellen Sie sich einmal vor, wie viele Leute hier in der Stadt oder in der Schweiz nach wenigen Zügen von Cannabis mit Gesundheitsschäden herumlaufen würden. Etliche Male hat Grossrat Guggisberg gesagt, es gebe Hinweise. Es braucht aber auch Beweise. Lesen Sie dies einmal in der medizinische Literatur nach. So viele Daten gibt es gar nicht, und vielfach sind es ganz kleine Gruppen, aus denen man keine Kausalität zu einer Psychose, zu Schizophrenie oder zu Suizid ziehen kann. Ich möchte einfach, dass man an dieser Stelle nicht mit Behauptungen, Halbwahrheiten und Falschaussagen votiert. Solche Vorstösse helfen definitiv nicht, das Problem, das wir mit dem Cannabiskonsum haben, zu lösen.

Versuche auf Kantonsgebiet muss man selbstverständlich weiterhin machen können, und wie schon erwähnt wurde, ist ein Schwarzmarkt sicher viel schlechter. Also geben wir Acht, was für Begriffe wir benutzen und argumentieren wir nicht mit Behauptungen. Wir hatten gestern alle an unserem Platz die Publikation des Dachverband Drogenabstinenz Schweiz und der Schweizerischen Vereinigung Eltern gegen Drogen aufliegen. Was da alles drin steht, davon habe ich noch nie etwas gehört: Unter anderem soll man keine Kinder mehr bekommen können, und nach wenigen Zügen Cannabis sei das Immunsystem ausgeschaltet. So können wir nicht argumentieren, und so lösen wir keine Probleme. Bezüglich der Cannabismessung im Körper: Man kann bei jemandem, der übermässig Alkohol konsumiert, nach einem Monat die Leberwerte messen und das immer noch feststellen. Das ist also kein Argument.

Katrin Zumstein, Langenthal (PLR). Ich gehöre zur grossen Minderheit der FDP-Fraktion und doppelte hier nach. Als liberaler Mensch habe ich Mühe mit einem Verbot, erst Recht wenn es um die Forschung im Gesundheitsbereich geht. Da muss man weiterdenken können. Natalie Imboden hat es vorhin erwähnt: Ignazio Cassis hat entsprechende Ausführungen gemacht. Da stehe ich voll dahinter. Ich verkenne die schädliche Wirkung von Cannabis überhaupt nicht, genauso wenig

diejenige von Tabak und Alkohol. Das ist auch der Grund, dass ich solche Clubs – falls sie durch das BAG überhaupt bewilligt werden – eben nicht verbieten will. Eine Studie von Doktor Toni Berthel der eidgenössischen Kommission für Drogenfragen – er selbst ist Psychiater – zeigt deutlich auf, dass es nicht klar ist, dass Cannabis Psychosen auslöst. Sie haben es auch schon von Hans-Peter Kohler gehört. Schizophrenie – so haben meine Abklärungen ergeben – tritt gemäss Studien überall in sämtlichen Kulturen in einer bestimmten Häufigkeit auf. Es ist nicht erwiesen, dass Cannabis Schizophrenie oder Psychosen auslöst. Es kann sein, dass sie früher kommen, aber sie kommen so oder so, wenn man die Veranlagung dazu hat. Es ist auch sicher so, dass eine Therapie um einiges schwieriger ist, wenn man Cannabis konsumiert und man eine Psychose hat. Gerade da könnte ich mir vorstellen, dass so ein Cannabis-Club entsprechend eine positive Wirkung haben kann, was die Therapie anbelangt. An dieser Stelle möchte ich auch auf den THC-Gehalt hinweisen, der vorhin von Reto Müller erwähnt wurde.

Die Ausgestaltung eines Pilotversuchs zur Cannabisregulierung ist zum aktuellen Zeitpunkt noch nicht festgelegt, das haben wir gehört. Ein Pilotprojekt muss so ausgestaltet werden, dass die Weitergabe von Cannabis und eine Sogwirkung gegen aussen verhindert werden können, das ist klar. Cannabis wird momentan von einer grossen Anzahl von Menschen konsumiert; ich glaube, von einer halben Million Menschen. Das ist trotz des Verbots der Fall. Die Motion von Lars Guggisberg bringt uns im Umgang mit Cannabis keinen einzigen Schritt weiter. Deshalb bitte ich Sie, mögliche Pilotprojekte zur Regulierung von Cannabis nicht schon von Anfang an zu verbieten. Und ich bitte Sie, Ziffer eins und drei der Motion abzulehnen und Ziffer zwei anzunehmen und abzuschreiben.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Ich möchte mich beim Grossratskollegen Kohler bedanken, der hier eine gewisse Nüchternheit und vielleicht sogar eine gewisse Wissenschaftlichkeit in die Debatte gebracht hat. Es wäre wünschenswert, wenn mehr auf diesem Niveau diskutiert würde. Dann muss ich aber gleich schon beklagen, dass er nicht oder nicht mehr repräsentativ für seine Partei ist, die es offenbar vorzieht, auf den Tisch zu klopfen und – Hans-Peter Kohler hat es selbst gesagt – zu polemisieren. Das finde ich sehr bedauerlich. Man kann auch das Schöne an dieser Debatte sehen. Es ist wieder einmal eine freie Debatte. Wir liegen gut im Fahrplan, das gibt uns ein wenig Raum zu politisieren, und das tun wir hier. Ich weiss natürlich auch, dass mein Kollege Lars Guggisberg als Jurist haargenau weiss, dass dies hier eigentlich «fürd Füchs» ist. Es ist abschliessend rechtlich geregelt. Ich frage Lars Guggisberg, ob ihm irgendein demokratisches Land bekannt ist, das mit dem Kriminalisieren von Drogen – wir sprechen heute von Cannabis, wir könnten genauso gut von Alkohol sprechen –, die Probleme so lösen oder zumindest den Missbrauch eindämmen konnte. Mir ist keines bekannt. Deshalb hier ein Appell, etwas mehr Realpolitik und etwas weniger Symbolpolitik zu betreiben. Das ist gar nicht nötig, wir sind momentan nicht im Wahlkampf – oder vielleicht doch? Ich weiss es nicht. Ein anderes Beispiel, einer absoluten harmlosen Droge, Sie kennen diese sicher, ist das Snusen. Ich habe das Gefühl, das sei auch in Ihrem Wählersegment (*l'orateur montre les rangs de l'UDC*) weit verbreitet. Es gibt nur unschöne Zähne. Im schlimmsten Fall fallen die Zähne aus, dann hat man eben ein Gebiss, das ist kein Problem. Das ist auch verboten, und wird deshalb nicht gesnust? – Nein. Ich behaupte hier: Wenn einem der Jugendschutz ernsthaft am Herzen liegt, dann ist man für die Legalisierung. Das heisst nicht eine Legalisierung für die Minderjährigen. Wenn man etwas gegen den Handel machen will – da bitte ich Sie wirklich auch zu unterscheiden –, dann sollte man sich bei den nächsten Budgetdiskussionen eher für die Erhöhung der Polizeibestände und der Präventionsmittel einsetzen.

Jan Gnägi, Jens (PBD). Ich komme nicht nur ans Rednerpult um zu zeigen, dass ich wieder da bin, sondern weil es mir ein Anliegen ist, dass diese Motion im Sinne des Regierungsrat behandelt wird. Ich denke es ist auch wichtig, dass sich Grossräte von unter 30 Jahren dazu äussern, weil es eben auch ein wichtiges Thema für die Jugend ist. Diese Debatte hat aus meiner Sicht teilweise eine falsche Flughöhe erreicht. Den Konsum von Cannabis zu verharmlosen ist sicher falsch. Sicherlich gibt es auch einige tragische Fälle, wie uns erzählt wurde, und diese sind auch zu bedauern. Allerdings glaube ich, dass wir bei dieser Diskussion in die wirkliche, respektive mehrheitliche Realität sehen sollten. Die tragischen Fälle werden ganz sicher nicht durch das Verbot der Cannabis-Clubs verhindert. Es ist leider ein grundsätzlicher Irrtum, mit einer reinen Verbotspolitik in der Drogenpolitik etwas erreichen zu wollen. In diesem Bereich braucht es neue Ideen und Forschung um weiterzukommen. Wenn die Cannabis-Clubs dabei helfen können, ist es ein riesiger Fehler, sich diesen in den Weg zu stellen. Ich würde Ihnen empfehlen, die Motion so zu behandeln

wie es der Regierungsrat beantragt.

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Möchte der Motionär nochmals sprechen? – Ja, er will nach dem Regierungsrat nochmals das Wort.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Ich wurde während dieser Debatte etwas jünger. Ich wurde in der Politik sozusagen mit der Hanflegalisierung gross. Das ist ein Thema, das meine Kolleginnen und Kollegen in meinem jungen Alter sehr beschäftigt hat. Wie Jan Gnägi gesagt hat, muss noch jemand der jüngeren Generation diese ganze Diskussion in ein Licht rücken, das etwas mehr der Realität entspricht, als hier vorhin von einigen kolportiert wurde. Liebe Kolleginnen und Kollegen, wer heute noch meint, dass nur ein paar Wenige Hanf konsumieren und man das noch bekämpfen kann, der irrt sich! Tausende von Bernerinnen und Berner kiffen am Abend und ab und zu am Wochenende. Ich kenne sehr viele Leute, die das machen. Wer immer noch glaubt, dass wir den Cannabiskonsum in der Schweiz eindämmen können, so, wie es der aktuellen gesetzlichen Grundlage entspricht, der glaubt auch immer noch, dass die Alkohol-Limite im Strassenverkehrsgesetz eins zu eins durchgesetzt werden kann. Die Kantonspolizei Bern müsste einen riesigen Bestand haben, um das Verbot wirklich durchsetzen zu können. Schauen Sie sich doch im Kanton und den Gemeinden etwas um. Es ist ganz einfach, eine Hanfstaupe für den Eigenbedarf anzupflanzen und zu konsumieren. Unsere Gesellschaft funktioniert immer noch sehr gut, auch wenn es tausende von Leuten gibt, die ab und zu Cannabis konsumieren. Unsere Gesellschaft ist noch nicht zugrunde gegangen. Der vorliegende Vorstoss ist unnötig. Der Bund wird entscheiden, ob diese Versuche möglich sind oder nicht. Aber egal; es war schön wieder einmal über den Hanf diskutieren zu können. Ich bitte Sie deshalb, das gemäss dem Regierungsrat zu behandeln.

Philippe Perrenoud, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. Ma conclusion ne vous étonnera certainement pas. Je vais vous demander de rejoindre le gouvernement dans les prises de position face à cette motion. Avant de parler de ma conclusion, permettez-moi de citer d'abord un radical tessinois, Dick Marti, ancien procureur, ancien conseiller aux Etats, ancien conseiller d'Etat, qui, il y a une semaine jour pour jour, faisait une interview dans un quotidien romand bien connu. Il disait, entre autres, lui qui aurait pu devenir le héraut de la prohibition de la drogue, alors qu'il a choisi de prôner sa légalisation: «selon moi, le modèle actuel de la prohibition a échoué. Non seulement la drogue est disponible partout, mais cette politique entretient le crime organisé et la corruption aux plus hauts niveaux». Concernant le cannabis, il dit, entre autres: «dans les Etats aux Etats-Unis qui ont légalisé la substance, les désastres annoncés n'ont pas eu lieu. L'autorisation ne résout pas le problème de l'addiction», c'est clair, nous en avons parlé d'ailleurs dans notre rapport, «mais une société sans drogue est une illusion. Le défi est d'apprendre à faire avec. Le système actuel est basé sur une hypocrisie. On criminalise le cannabis, alors que d'autres substances bien plus addictives telles que la benzodiazépine sont disponibles en pharmacie». Voici pour ma première remarque. Ensuite, l'initiative des villes essaie de résoudre les problèmes que celles-ci doivent résoudre dans une société qui est en mutation permanente. Cette initiative des villes comprend soixante villes parmi les plus grandes de Suisse, dont Zurich, Berne, Bienne, Lausanne, Genève et j'en passe, et cette initiative des villes a dit que nous devrions résoudre ce problème de consommation de cannabis dans ces villes, qui est quotidienne, qui n'est pas plus faible le week-end – d'ailleurs on ne parle pas de cocaïne, dont on voit les pics de consommation dans les eaux usées qui traversent nos villes augmenter de manière spectaculaire les week-ends. On parle bien d'une drogue qui touche des jeunes, à qui on devrait pouvoir parler, communiquer d'une manière simple. L'initiative des villes veut parler de projets pilotes. Pourquoi le parlement bernois voudrait-il interdire à ses communes, alors qu'on me prône toujours l'autonomisation communale, d'interdire de participer au niveau suisse à cette politique de réflexion sur les instruments de demain qui seront nécessaires pour combattre les abus de la drogue, et surtout le marché noir? Je pense qu'il serait sage, comme je l'ai dit dans l'introduction, d'aller dans le sens du gouvernement, afin que le canton de Berne reste en dialogue avec les autres villes de Suisse qui veulent résoudre ces problèmes et ne pas sich einfach so zu verabschieden. Das würde ich schlecht finden.

Lars Guggisberg, Kirchlindach (UDC). Ich möchte mich für die mehrheitlich sachliche Diskussion bedanken. Solche Clubs sind organisatorisch total untauglich. Das Konzept ist nämlich klar, Reto

Müller. Man muss gar kein Konzept mehr ausarbeiten. Wer den «Dienstagsclub» vor ein paar Monaten gesehen hat, weiss das. Der Stoff wird in den Clubs nur abgegeben, konsumiert wird er dann ausserhalb des Clubs. Der Stoff kann deshalb problemlos an Minderjährige weiterverkauft werden. Ich kann mich auch als Kiffer ausgeben und dann den gesamten Stoff weiterverkaufen. Das ist absolut problemlos möglich. Die Gemeindeautonomie wurde angepriesen: Selbstverständlich, dazu stehen wir. Aber haben Sie denn das Gefühl, dass nur Berner Kinder oder Kinder aus dieser Stadt dorthin gehen würden? Dieser Einwand der Gemeindeautonomie greift hier also viel zu kurz.

Zum Stichwort «liberal»: Was ist liberal? Wir haben vor noch nicht allzu langer Zeit über ein Jetbootverbot gesprochen, und sprechen über liberale Ladenöffnungszeiten. Hier, wo es nun um den Schutz von Jugendlichen geht, will man plötzlich liberal sein. Das ist für mich eine total verkehrte Welt. Selbstverständlich bin auch ich für Eigenverantwortung, aber 13- bis 14-jährigen Jugendlichen muss man eben noch zeigen, wo der richtige Weg ist und wo nicht. Sie können diese Verantwortung noch nicht in dem Ausmass wahrnehmen, wie wir das können.

Es ist überhaupt kein Denkverbot. Warum soll eine Arbeitsgruppe eingesetzt werden für ein Projekt, das zugunsten des Jugendschutzes kein einziges Problem löst, sondern nur neue schafft? Es gibt sehr viel zu überlegen, nämlich wie man eine sinnvolle Prävention betreiben kann. Herr Kohler, ich weiss, dass es Studien und Gegenstudien gibt, und es gibt Meinungen dafür und dagegen, aber es gibt auch die individuelle Empfindlichkeit. Vielleicht müssen Sie mit den Eltern des Knaben, der Selbstmord begangen hat, sprechen und ihnen erklären, dass es keine individuelle Empfindlichkeit gibt.

Nun noch zur Frage von Thomas Brönnimann: Eine Legalisierung führt immer zu mehr Konsumenten, das haben die «Hanflädeli» und die Versuche in Holland gezeigt. Ich komme zum Schluss: Wir müssen unsere Verantwortung für den Jugendschutz wahrnehmen und die Hände von diesem Experiment lassen. Es gibt Alternativen: Mehr auf die Prävention setzen, vor allem in Schulen. Das ist der Weg und nicht jener über die Legalisierung in Clubs. Ich danke Ihnen für die Unterstützung.

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Wir kommen nun nach dieser längeren Debatte zur Abstimmung. Ich habe festgestellt, dass bei den Ziffern zwei und vier die Annahme nicht bestritten ist, jedoch aber die Abschreibung bei Ziffer zwei. – Es kommt kein Widerspruch aus dem Saal. Dann stimmen wir entsprechend ab. Wer Ziffer eins der Motion annehmen will, stimmt Ja, wer sie ablehnt, stimmt Nein.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 74

Non 68

Abstentions 4

Marc Jost, Thoune (PEV) vice-président. Der Grosse Rat hat Ziffer eins angenommen. Wer Ziffer zwei des Vorstosses annehmen und abschreiben will, stimmt Ja, wer dies nicht will, stimmt Nein.

Vote (adoption et classement du ch. 2)

Décision du Grand Conseil :

Adoption et classement

Oui 87

Non 58

Abstentions 0

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Der Grosse Rat hat Ziffer zwei angenommen und gleichzeitig abgeschrieben. Wer Ziffer drei der Motion annehmen will, stimmt Ja, wer sie ablehnt, stimmt Nein.

Vote (ch. 3)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 74

Non 70

Abstentions 4

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Der Grosse Rat hat Ziffer drei angenommen. Wer Ziffer vier der Motion annehmen und gleichzeitig abschreiben will stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Vote (adoption et classement du ch. 4)

Décision du Grand Conseil :

Adoption et classement

Oui 146

Non 4

Abstentions 0

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Der Grosse Rat hat Ziffer vier angenommen und gleichzeitig abgeschrieben.